

Objet : Observation dans le cadre de l'enquête publique – Opposition à l'emprise d'une parcelle de mon terrain professionnel

Je soussigné, Franck GRELAUD, gérant d'une entreprise familiale reprise en 2003 mais existant depuis plusieurs décennies, exploitant une station-service, un centre de lavage pour poids lourds, et un centre de lavage pour véhicules légers, souhaite faire part de ma vive opposition au projet d'aménagement et de renouvellement urbain de la route de la Rochelle envisagé par NANTES METROPOLE (délibération N°2025-063 du 4 avril 2025).

1. Des conséquences directes et irréversibles sur mon entreprise

Le projet prévoit deux emprises sur mon terrain professionnel :

- Une première destinée à l'**élargissement de la voie de circulation**, intégrant une voie cyclable, une voie de bus et des aménagements publics ;
- Une seconde dédiée à la création d'une **coulée verte** à vocation paysagère.

Ce projet impliquerait la suppression de ma **station-service**, en raison des obligations légales de sécurité imposant un retrait de 5 mètres minimum du domaine public. Je précise que le site est classé ICPE.

Or, cette station-service est **le cœur de mon activité**, et sa suppression aurait un effet domino :

- Mise en péril de la **boutique attenante** ;
- Impact sur le **centre de lavage poids lourds** et le lavage des **véhicules légers** ;
- Conséquences économiques et sociales directes, avec **11 emplois menacés**.

2. Une atteinte disproportionnée à l'activité économique locale et liens sociaux

Ma structure représente une **activité de proximité**, durable, utile au tissu économique local. Elle est en cohérence avec les besoins du territoire (véhicules professionnels, particuliers, services de proximité). La disparition d'un tel service au profit de projets d'aménagement peut être perçue comme un **non-sens économique**, d'autant plus que :

- Elle renforcerait la centralisation des flux dans les centres commerciaux éloignés ;
- Elle appauvrirait l'offre de proximité pour les habitants et professionnels de la zone ;
- Elle diminuerait la diversité économique du secteur.

Par ailleurs, mon entreprise s'inscrit dans le tissu **local**, et remplit un rôle qui dépasse la seule fonction économique :

- Elle rend des **services immédiats et accessibles** aux habitants, artisans, routiers, livreurs, professionnels de la zone et collectivités ;
- Elle favorise le **lien social**, en offrant un lieu de passage, d'échanges quotidiens, et une présence humaine sur le terrain ;
- Elle contribue à l'**animation économique** et à la vitalité de la zone, là où les grands centres commerciaux standardisent les interactions.

Ce type de commerce constitue un **service de base structurant** pour une ville équilibrée et résiliente.

3. Des incohérences environnementales dans le projet

Je comprends et respecte l'objectif affiché du projet : encourager les mobilités douces et améliorer le cadre de vie. Toutefois, je note plusieurs **paradoxes** qui méritent d'être signalés :

- Dans la même zone, la collectivité **continue d'artificialiser des sols naturels** pour commercialiser de nouvelles zones d'activités, ce qui entre en contradiction avec les objectifs de préservation de l'environnement.
- Mon entreprise, existante, fonctionne dans un **cadre réglementé** et sans extension de surface, alors qu'on détruit cette structure pour en implanter d'autres, sur des terrains jusque-là naturels.

4. Une demande de révision du tracé ou du projet

Je demande donc que le projet soit **revu ou adapté** afin de :

- **Préserver l'intégrité de mon terrain professionnel ;**
- Maintenir une activité économique existante et fonctionnelle, qui contribue aux objectifs de développement durable par sa proximité et son service local ;
- Éviter une décision aux conséquences sociales importantes et injustifiées.

Je suis tout à fait disposé à **échanger avec les autorités compétentes** pour envisager des solutions alternatives (tracé ajusté, aménagements spécifiques...), mais je ne peux accepter la disparition pure et simple de mon outil de travail.

Conclusion

Je formule ici une **observation défavorable** au projet dans sa forme actuelle, et demande à la commission d'enquête de prendre en compte la **proportionnalité des impacts économiques et sociaux** face aux objectifs poursuivis.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Franck GRELAUD

STATION GRELAUD

Station service TOTAL

140 route des sorinieres

44400 REZE